

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Nanterre, le 23 mai 2012

Unité territoriale des Hauts-de-Seine

Affaire : renouvellement agréments VHU
Dossier n° 31071
GIDIC : 74-4363

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Classement ICPE :

AP du 15/04/1991

APc du 02/12/2011

R 2711/1 A (anr. du 13/05/2008 DEEE pour 1540 m³)

R2712 (agrément du 09/06/2006)

R2713/1 (11 000 m² de stockage)

R2718/1 (40 t de batteries hors VHU)

R2791/1 (broyage de déchets métalliques)

Agrément déchets d'emballage (fûts métalliques non souillés) par arrêté complémentaire du 11/01/96

REVIVAL

19 impasse des Petits Marais
92 230 Gennevilliers

Contacts :

M. PAUL (resp. Environnement)

Tél. : 01.40.85.77.00 (standard)

01.40.85.77.14 (poste direct)

06.22.06.39.50

sebastien.paul@derichebourg.com

M. ROUSSET (resp. exploitation)

Tél. : 06.21.52.59.37

Adresse du siège social :

3 avenue Marcelin Berthelot

ZI du Val de Seine

92396 Villeneuve-la-Garenne

Bordereau reçu le :

Site en zone inondable

Action Nationale 2011 :

Site inclus dans le programme d'inspection :

Site "Seveso" seuil haut

Site "Seveso" seuil bas

Site Bdf / Site IPPC

Site inclus dans les zones d'effet d'un établissement à risque

BASOL :

Activité générale du site :

Tri et transit de métaux – DEEE – VHU

Références

- Demande d'agrément VHU (véhicules hors d'usage) initiale du 28/02/2006
- Courrier de demande de renouvellement d'agrément du 16/12/2011
- Rapport de l'inspection du 10/01/2012 demandant des compléments sur le renouvellement d'agrément
- Courrier du 16/04/2012 complétant la demande de renouvellement d'agrément

2 OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

RENOUVELLEMENT DES AGREMENTS VHU

3 PRÉSENTATION DU DOSSIER

La société REVIVAL exerce une activité de récupération et broyage de ferrailles.
Le site accueille une installation de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et de broyage des carcasses.

Cette activité, classée sous la rubrique 2712-A, est autorisée par l'arrêté préfectoral du 15/04/1991 et dispose d'un agrément VHU (centre VHU et broyage) du 09/06/2006 pour une durée de 6 ans.

En application de l'article 4 de l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments VHU, l'exploitant nous communique, au moins 6 mois avant la date de fin de validité de l'agrément (courrier du 16/12/2011, reçu le 19/12/2011 à la préfecture complété par le courrier du 16/04/2012), sa demande de renouvellement pour les deux parties de l'agrément

Celle-ci doit contenir l'ensemble des pièces demandées à l'article 1 de l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage. Il s'agit :

- des éléments figurant à l'article R515-37 du code de l'environnement (nature, origine, quantité maximale admissible et mode de traitement des déchets) ;
- de la désignation de l'exploitant (raison sociale, forme juridique, adresse du siège social, qualité du signataire) ;
- de l'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- des références de l'arrêté d'autorisation et une attestation de conformité délivrée par un organisme tiers accrédité EMAS, ISO 14001, SGS QUALICERT, CERTIREC ;
- de la justification des capacités techniques du demandeur.

4 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La demande de renouvellement d'agrément communiquée par le courrier du 16/12/2011 était incomplète. Par le courrier du 16/04/2012, l'exploitant transmet les compléments demandés.

La demande de renouvellement d'agrément comprend les pièces suivantes :

- un courrier comportant la désignation de l'exploitant ;
- la nature, l'origine, la quantité maximale admissible et le mode de traitement des véhicules

Pour la station de dépollution

3 salariés sont affectés à cette activité. Le site peut dépolluer 4 véhicules par heure, 24 véhicules par jour et 500 véhicules par mois. Il est réceptionné sur le site environ 6000 VHU à dépolluer par an.

L'arrêté d'autorisation du 15/04/1991 prévoyait, à la condition 31, qu'« il n'y aura sur ce chantier pas plus de 500 véhicules épaves en permanence ». La quantité admissible est donc respectée.

L'origine des véhicules est diverse (particuliers, garages, parfois assurances) et provient majoritairement de l'île-de-France mais également de toute la France.

Les modes de traitement sont décrits dans le paragraphe suivant.

Pour le broyeur

Les VHU (véhicules hors d'usage) dépollués sur le site ou provenant de « centres VHU » agréés sont broyés sur le site par le broyeur autorisé pour le broyage des métaux.

La capacité de broyage est de 35 t/h (400 t/j) soit environ 200 VHU par jour.

L'exploitant précise que le mélange 50/50 de VHU et de ferrailles légères à broyer est nécessaire pour l'obtention du produit fini ce qui explique qu'il n'y ait pas de campagne spécifique de broyage de VHU.

Le site a broyé en 2011 environ 8400 VHU.

- l'engagement et les moyens mis en œuvre pour respecter le cahier des charges
- Dans son courrier du 16/04/2012, l'exploitant s'engage à respecter les obligations des cahiers des charges des annexes I et II de l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Une description du « centre VHU » est communiquée avec des photographies.

Une aire de 1000 m² est dédiée à l'activité. Cette aire comprend la zone de véhicules en attente de dépollution non couverte et étanche et une aire de manipulation couverte en rétention. Les éléments de dépollution sont les suivants :

- plusieurs chaises de dépollution pour la récupération gravitaire des huiles (prise en charge des déchets par CHIMIREC)
- un système d'aspiration pneumatique des fluides (valorisation par CHIMIREC)
- plusieurs cuves de stockage des liquides récoltés (3000L d'huile, 3000L de liquide de refroidissement, 1500L de lave-glace, 200L de liquides de frein et 2 cuves de 1500L pour le gasoil et le supercarburant)
- une pince pneumatique pour découper et récupérer les pots catalytiques (valorisation matière par SMDD). Une caisse est réservée à leur stockage
- des bacs de stockage couverts pour les éléments filtrants et les batteries (reprise par CHIMIREC pour les filtres et RECYLEX pour les batteries);
- une station de récupération des fluides frigorigènes (récupération prévue par DEHON ou GAZECHIM)
- une déjanteuse pour l'enlèvement des pneumatiques (reprise par FRP ou ALIASTOCKS).

Le personnel est en cours de formation pour recevoir l'attestation de capacité nécessaire pour la manipulation des fluides frigorigènes (catégorie V). L'arrêté d'agrément comprendra un délai pour la fourniture de cette attestation en application de l'article R543-99 du code de l'environnement.

Les plastiques et les verres ne sont pas retirés des VHU avant broyage. Les fractions contenant les plastiques et verres broyés sont expédiées sur une autre unité de valorisation du groupe DERICHEBOURG (COREPA) où les fractions sont séparées par flottation, tri mécanique et tri optique.

Les verres sont valorisés en sous-couche routière ou matériaux de drainage

Les plastiques rejoignent la filière de plasturgie pour la fraction valorisable. Le reste est utilisé comme combustible.

Aucun démontage de pièces n'est effectué pour le réemploi.

Une description de l'activité de broyage de VHU (véhicules hors d'usage) dépollués est également fournie. Les VHU sont broyés dans le broyeur à métaux du site.

- les références de l'arrêté d'autorisation et une attestation de conformité délivrée par un organisme tiers accrédité
L'exploitant a communiqué la dernière attestation de conformité délivrée suite à la visite du 26 juillet 2011 par ECOPASS.

Aucune non-conformité n'a été relevée.

- la justification de la capacité technique du demandeur.

Les données ont été transmises et sont reprises dans les paragraphes précédents.

Analyse de l'inspection

Le dossier de demande de renouvellement est complet au regard des demandes de l'article 1 de l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Un délai de 1 mois sera accordé à l'exploitant pour fournir à l'administration l'attestation de capacité des opérateurs prévue à l'article R543-99 du code de l'environnement.

L'inspection propose de délivrer deux agréments à l'exploitant. Un agrément pour le centre VHU comportant le cahier des charges I prévu dans l'arrêté du 15 mars 2005 et un agrément pour l'activité de broyage de VHU comportant le cahier des charges II prévu dans l'arrêté du 15 mars 2005.

Pour information, les arrêtés devront être pris avant le 09/06/2012, date à laquelle l'ancien agrément sera suspendu.

5 CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant que l'arrêté d'agrément VHU n°PR4 92 0001 B du 09/06/2006 n'est valable que pour une durée de 6 ans en application de l'article 4 de l'arrêté du 15 mars 2005 ;

Considérant que la demande de renouvellement d'agrément du 16/12/2011, complétée par le courrier du 16/04/2012 pour les activités de « centre VHU » et de « broyage de VHU », est complète au regard des demandes de l'article 1 de l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage;

Considérant que l'exploitant doit justifier de la capacité des opérateurs catégorie V pour le retrait des fluides frigorigènes des climatisations de véhicules mais que son installation comprend les équipements de récupération ;

L'inspection propose à monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine de passer au CODERST les deux arrêtés d'agrément prévus par l'article R543-162 du code de l'environnement et pris en application de l'article R515-37 du code de l'environnement.

Des projets de prescription sont joints en annexe du présent rapport.

Projet d'arrêté n° XXXX portant agrément à la société REVIVAL pour effectuer la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage au 19 chemin des Petits Marais à Gennevilliers

Article 1

La société REVIVAL dont le siège social est 3, avenue Marcelin Berthelot – ZI du Val de Seine – 92390 Villeneuve la Garenne, est agréée pour effectuer la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (VHU), en tant que Centre VHU, au 19 chemin des Petits Marais à Gennevilliers.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté

Article 2

La société REVIVAL est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 3

La société REVIVAL est tenue d'accepter sur son centre VHU, sans facturer de frais, tout véhicule hors d'usage présenté à l'entrée de l'installation à moins que le véhicule soit dépourvu de ses composants essentiels, notamment du groupe motopropulseur, du pot catalytique pour les véhicules qui en étaient équipés lors de leur mise sur le marché ou de la carrosserie, ou qu'il renferme des déchets ou des équipements non homologués qui lui ont été ajoutés et qui, par leur nature ou leur quantité, augmentent le coût de traitement des véhicules hors d'usage.

Le site peut accepter jusqu'à 500 véhicules hors d'usage par mois sur une surface de 1000 m².
La capacité annuelle de traitement de VHU est de 6000 VHU/an.

Article 4

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts ;

Article 5

Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;

Article 6

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés et couverts ;
Le stockage de batteries ne devra pas excéder 40 tonnes.

Article 7

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigel et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention. Les huiles usagées, le carburant, les acides de batteries, les fluides de circuits d'air conditionné et les autres fluides sont entreposés dans des réservoirs appropriés ;

Article 8

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité totale de pneumatiques ne dépasse pas 100m³ ;

Article 9

Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;

Article 10

La société REVIVAL est tenue d'afficher, de façon visible à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validé de celui-ci.

Article 11

L'attestation de capacité prévue à l'article R543-99 du code de l'environnement pour les opérateurs en charge des activités de récupération de fluides frigorigènes (attestation de catégorie V) devra être transmise à l'administration dans un délai de 1 mois.

CAHIER DES CHARGES DU CENTRE VHU

1° Afin de réduire toute incidence négative sur l'environnement, les opérations suivantes sont réalisées avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de freins, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour le réemploi des parties de véhicule concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R. 318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2° Les éléments suivants sont retirés du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides, etc.) ;
- verre.

Le démolisseur peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Le démolisseur peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

3° Le démolisseur est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

4° Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

5° Le démolisseur est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou dans toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet ou assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006. Le démolisseur élimine les déchets conformément aux dispositions des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement. Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

6° Le démolisseur est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction. Il doit délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction dans les conditions prévues à l'article R. 322-9 du code de la route (CERFA n° 12514*01).

7° Le démolisseur est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

8° Le démolisseur est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté pris pour l'application de l'article R543-168 du code de l'environnement. La communication de ces informations se fait au plus tard le 31 mars suivant l'année où ces opérations sont effectivement réalisées.

9° Le démolisseur fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

Projet d'arrêté n° PR 92 0001 B portant agrément à la société REVIVAL pour effectuer le broyage des véhicules hors d'usage au 19 chemin des Petits Marais à Gennevilliers

Article 1

La société REVIVAL dont le siège social est 3, avenue Marcelin Berthelot – ZI du Val de Seine – 92390 Villeneuve la Garenne, est agréée pour effectuer le broyage des véhicules hors d'usage (VHU) au 19 chemin des Petits Marais à Gennevilliers.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté

Article 2

La société REVIVAL est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 3

La société REVIVAL est tenue d'afficher, de façon visible à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validé de celui-ci.

CAHIER DES CHARGES DU BROYEUR DE VHU

1° Obligation est faite au broyeur de reprendre sans frais pour le dernier détenteur tout véhicule hors d'usage qui est présenté à l'entrée de l'installation, à moins que le véhicule ne soit dépourvu de ses composants essentiels, notamment du groupe motopropulseur, du pot catalytique pour les véhicules qui en étaient équipés lors de leur mise sur le marché ou de la carrosserie ou s'il renferme des déchets ou des équipements non homologués dont il n'était pas pourvu à l'origine et qui, par leur nature ou leur quantité, augmentent le coût de traitement des véhicules hors d'usage.

2° Si le véhicule n'a pas été traité au préalable par un démolisseur agréé et afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le broyeur réalise les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de freins, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R. 318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

3° Si le véhicule n'a pas été préalablement traité par un démolisseur agréé, les éléments suivants sont retirés du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides, etc.) ;
- verre.

Le broyeur peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Le broyeur peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux. Le broyeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la traçabilité des lots de véhicules hors d'usage que lui remet un démolisseur ainsi que des véhicules hors d'usage qu'il prend directement en charge.

4° Le broyeur doit disposer d'un équipement de fragmentation et de tri des véhicules hors d'usage permettant la séparation sur site des métaux ferreux des autres matériaux.

5° Le broyeur est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible.

6° Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

7° Le broyeur élimine les déchets conformément aux dispositions des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement. Il remet les déchets issus du broyage des véhicules hors d'usage à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

8° Le broyeur est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

9° Le broyeur est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté pris pour l'application de l'article R543-168 du code de l'environnement.

10° Le broyeur fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

